

**Zeitschrift:** Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte = Revue d'histoire ecclésiastique suisse  
**Herausgeber:** Vereinigung für Schweizerische Kirchengeschichte  
**Band:** 37 (1943)  
  
**Artikel:** Les Constitutions Synodales de Sébastien de Montfalcon, évêque de Lausanne (1523)  
**Autor:** Perler, O.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-126146>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 11.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# Les Constitutions Synodales de Sébastien de Montfalcon, évêque de Lausanne (1523)

par O. PERLER

Les plus anciennes constitutions synodales du diocèse de Lausanne que nous connaissions sont partiellement conservées dans un manuscrit de l'abbaye d'Hauterive, actuellement à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg (L 114)<sup>1</sup>. C'est du moins l'opinion de M. M. Meyer<sup>2</sup>, qui attribue le manuscrit au XII<sup>e</sup> ou au XIII<sup>e</sup> siècle.

Georges de Saluces adapta des constitutions antérieures<sup>3</sup>, aujourd'hui perdues, aux besoins de son époque. Elles ont été promulguées en 1447, imprimées par Aymon de Montfalcon en 1494, rééditées et augmentées par Sébastien de Montfalcon en 1523. Les deux éditions, celle de 1494 et celle de 1523, ont été décrites par S. Exc. Mgr Besson<sup>4</sup> dans cette revue. L'édition de 1494, fait-il remarquer<sup>5</sup>, n'est pas rare. Par contre, il paraît ne plus exister qu'un seul exemplaire de l'édition de 1523. Il fait partie de la collection Clément-Remy à la Tour-de-Trême. Une note manuscrite du premier feuillet<sup>6</sup> nous apprend que cet exemplaire appartenait, en 1595, à Sébastien Werro, official, plus tard prévôt

<sup>1</sup> Tel est le numéro du catalogue de 1855, vol. 2, p. 603. Le manuscrit porte actuellement le numéro 9. Les constitutions ont été ajoutées, sans titre, à une collection de lettres de saint Jérôme, au feuillet 59<sup>rv</sup>. Il s'agit de directions données aux confesseurs.

<sup>2</sup> M. MEYER, *Antiquæ directiones ad confessarios diœcesis lausannensis*, dans le *Mémorial de Fribourg*, T. 2 (1855) 176-179.

<sup>3</sup> Nous lisons dans le titre de l'édition de 1494 fol. 1<sup>v</sup> : « Constitutiones... per plures et diversos præsules editæ et per Georgium de Saluciis... compilatæ et in unum volumen redactæ et demum per... Aymonem de Monte Falcone... confirmatæ et approbatæ. » La préface et plusieurs passages du texte renvoient à de plus anciennes constitutions.

<sup>4</sup> Mgr M. BESSON, *Les deux plus anciennes éditions imprimées des Constitutions Synodales du diocèse de Lausanne*, dans *Rev. d'hist. ecclés. suisse* 31 (1937) 37-44.

<sup>5</sup> M. BESSON, *L'Eglise et l'imprimerie dans les anciens diocèses de Lausanne et Genève jusqu'en 1525*, T. 2 (Genève 1938) 16-21.

<sup>6</sup> « Sum Sebastiani Werronii, 1595. » S. Werro avait l'habitude de signer ainsi ses livres et de les annoter abondamment. Nos constitutions, elles aussi, sont parsemées de notes dues à la main de leur propriétaire.

de Fribourg. Le catalogue de sa bibliothèque<sup>1</sup>, que celui-ci a dressé lui-même, mentionne en effet des constitutions synodales de Lausanne qui ne peuvent être autres que celles de Sébastien de Montfalcon. La bibliothèque de S. Werro fut léguée au Couvent des Cordeliers à Fribourg en 1830<sup>2</sup>, d'où une partie a passé à la Bibliothèque cantonale de Fribourg<sup>3</sup>. Il n'y a donc guère de doute qu'il faille identifier l'exemplaire de la Tour-de-Trême avec celui cité au catalogue de la Bibliothèque cantonale de 1886, vol. IV, p. 471, sous le numéro GF 19990, évidemment le même dont M. Ch. Holder<sup>4</sup>, bibliothécaire, déclare en 1898 qu'il l'a en mains et qu'il fut propriété de Sébastien Werro.

La rareté de ce document ainsi que son importance justifient sa publication intégrale<sup>5</sup>.

La première partie reproduit, sans modifications essentielles, les constitutions de Georges de Saluces. Sébastien de Montfalcon y ajouta 24 articles nouveaux. Ce sont les seuls que nous publierons, les constitutions de Georges de Saluces étant conservées en de nombreux exemplaires.

Le texte des nouveaux articles est, par endroits, difficile. Le latin n'est pas celui d'un humaniste. Les abréviations sont nombreuses. Nous nous efforcerons de rendre la lecture plus aisée en adoptant l'orthographe et la ponctuation modernes. Les articles ont été numérotés par nous.

Selon les indications du dernier feuillet, Sébastien de Montfalcon aurait approuvé ses constitutions le 14 avril 1523, alors que leur impression aurait été achevée déjà le 11 avril. Faut-il admettre une erreur ? C'est possible. Cependant, une autre solution semble s'imposer. Le 14 avril était, en 1523, le mardi après le dimanche de Quasimodo. Ce

<sup>1</sup> Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, ms. L 762, feuille V, fol. 2<sup>r</sup> : « In Quarta 2. Constitutiones Lausannensis dioceseos. »

<sup>2</sup> Cette date accompagne le nom du nouveau propriétaire dans de nombreux livres qui appartenaient autrefois à S. Werro. Le donateur fut probablement Charles Jos. Werro, ancien avoyer de Fribourg.

<sup>3</sup> La bibliothèque des Cordeliers a été réunie à la bibliothèque cantonale en 1848. Cf. *Catalogue de la Bibl. cant. de Fribourg*, vol. 3 (1859) XXII. Une partie en a été restituée au véritable propriétaire.

<sup>4</sup> CH. HOLDER, *Etudes sur l'histoire ecclés. du canton de Fribourg*. II. *Les Constitutions synodales de 1599*, dans *Rev. de la Suisse cath.* 29 (1898) 640.

<sup>5</sup> M. CH. HOLDER (*op. cit.* p. 640 s.) s'était déjà proposé de l'éditer. Le P. M. SCHMITT, *Mémoires historiques sur le diocèse de Lausanne*, T. 2 (Fribourg 1859) 273-275, en a publié un résumé incomplet, fait d'après une copie manuscrite du XVI<sup>e</sup> siècle.

fut probablement le jour auquel le synode avait eu lieu, car les constitutions <sup>1</sup> prévoient la semaine après Quasimodo comme date normale de la tenue du synode. Georges de Saluces avait publié ses constitutions le même mardi, c'est-à-dire, en 1447, le 18 avril <sup>2</sup>. L'article 20 des prescriptions de Sébastien de Montfalcon ordonne en plus « à tous ceux qui sont présents » de ne pas quitter la ville sans avoir payé les droits habituels. Il en résulte que les constitutions de Sébastien de Montfalcon ont été promulguées, comme celles de Georges de Saluces, en pleine séance synodale, au chœur même de la cathédrale de Lausanne. Il est assez naturel que l'impression en ait été commandée à l'avance, afin que les exemplaires pussent en être distribués encore à l'occasion du synode. Or, en 1523, le 11 avril était précisément le samedi avant Quasimodo. Les deux dates paraissent donc exactes : les constitutions seront sorties de presse, le 11 avril, et elles auront été promulguées solennellement au synode, le 14.

En 1523, le diocèse de Lausanne se trouvait à un moment critique de son histoire. F. Lambert venait de prêcher la nouvelle doctrine, pour la première fois, dans la ville même de l'évêque. B. Haller et ses amis s'en étaient faits les zéloteurs à Berne. Luther avait trouvé des admirateurs également à Fribourg. C'est dire tout l'intérêt de nos constitutions ; leur auteur n'ayant pu ignorer le mouvement réformateur et ses causes, est-il permis d'y voir la réaction salutaire et efficace qui s'imposait ? Les articles nouveaux de Sébastien de Montfalcon témoignent certainement de la volonté de remédier à des abus invétérés, de rendre la vie religieuse plus intense, de faire respecter l'autorité de l'évêque, qui avait été minée par de nombreux conflits, surtout avec la ville de Lausanne et avec le duc de Savoie. Les autorités civiles s'arrogeaient fréquemment des droits en matière spirituelle. Plusieurs passages de nos constitutions sonnent comme une protestation contre cette ingérence. En 1522, Sébastien de Montfalcon avait publié un nouveau missel. Son éditeur se reconnaît au souci respectueux de la

<sup>1</sup> Edition de 1494, fol. 38<sup>r</sup> : « (Ordre de chercher les saintes huiles) in qualibet synodo post dominicam de Quasi modo, si celebretur. Sin autem infra primam dominicam de Quasi modo. » Cet usage s'est maintenu jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Edition de 1494 fol. 40<sup>r</sup> : « Datum et actum in choro ecclesiæ nostræ cathedralis lausannensis sacra synodo nostra ordinaria... ibidem sollemniter celebrata die martis post dominicam, qua in dei ecclesia pro introitu Missæ cantatur Quasi modo geniti, decima octava mensis Aprilis, a nativitate domini millesimo quadringentesimo quadragésimo septimo. »

liturgie lausannaise. Plusieurs articles sont dus à l'intervention de l'officialité, c'est-à-dire probablement à François de Lutry, vicaire général de 1521-1545<sup>1</sup>. C'est à tort que certains historiens<sup>2</sup> passent complètement sous silence cette initiative réformatrice de Sébastien de Montfalcon. D'ailleurs, le projet de visiter le diocèse cette même année doit être, semble-t-il, mis en relation avec le synode. La lettre par laquelle l'évêque annonça sa visite au gouvernement de Berne s'est perdue ; mais, la réponse<sup>3</sup> est datée du 28 avril. Elle est donc de 14 jours postérieure au synode. Berne, craignant des difficultés, se laissa guider par des considérations de pure politique utilitaire et pria l'évêque de renvoyer la visite canonique à plus tard<sup>4</sup>. A Fribourg, par contre, elle eut lieu l'été de cette même année<sup>5</sup>.

Malgré ces louables efforts, Sébastien de Montfalcon et ses conseillers ne paraissent pas s'être doutés de la gravité de la tempête au milieu de laquelle une grande partie de l'Eglise allait sombrer. On aurait désiré des réformes plus étendues et plus profondes. On s'attendait à une réaction plus vive. On n'a pas l'impression que les autorités ecclésiastiques fussent décidées à quitter définitivement l'ornière de la routine. Nous laissons d'ailleurs à d'autres le soin d'apprécier, avec exactitude, les mérites et les démérites de Sébastien de Montfalcon.

*Alii articuli et novi, per reverendissimum in Christo patrem et dominum, dominum Sebastianum de Monte Falcone, lausannensem episcopum et principem, noviter editi.*

[1] Et primo, quilibet curatus sive vicarius, habens curam animarum, habeat et procuret penes se constitutiones synodales per bonæ memoriæ

<sup>1</sup> L'officialité, pour les cas qui nous intéressent ici, était principalement exercée par le vicaire général, c'est-à-dire, en 1523, par François de Lutry. Cf. M. REYMOND, *Les dignitaires de l'église de Notre-Dame de Lausanne*, (Lausanne 1912) 69-73.

<sup>2</sup> Nous citons comme exemple l'histoire très répandue de J. DIERAUER (*Geschichte der schweizerischen Eidgenossenschaft*, Bd. 3<sup>2</sup> [Gotha 1921], 11ss.)

<sup>3</sup> Reproduite dans R. STECK-G. TOBLER, *Aktensammlung zur Geschichte der Berner Reformation 1521-1532*, Bd. 1 (Bern 1923) 61, N. 229.

<sup>4</sup> ABR. RUCHAT, *Histoire de la réformation de la Suisse*, T. 1 (Genève 1740) 186, dit, à la suite de J. J. HOTTINGER, *Helvetische Kirchengeschichten*, Bd. 3. (Zürich 1707) 128 s., que l'évêque de Lausanne a convoqué et exhorté le clergé du canton de Berne, en 1523, pour qu'il rejette la doctrine de Luther. E. DUPRAZ, *La cathédrale de Lausanne*, (Lausanne 1906) 423, paraît se référer aux mêmes auteurs. Hottinger n'indique aucune source. Peut-être pensait-il au projet de l'évêque de visiter ses sujets bernois, projet qui ne fut pas exécuté, ou au synode de 1523, ou enfin simplement à nos constitutions.

<sup>5</sup> Cf. B. FLEISCHLIN, *Schweizerische Reformationsgeschichte*, Bd. 2 (1908) 253.

reverendissimos episcopos et principes lausannenses editas et factas<sup>1</sup>. Quas idem reverendissimus dominus noster vult et mandat ab omnibus suis subditis inviolabiliter et inconcusse observari.

[2] Item, quia endæ<sup>2</sup> baptismales plurimum sunt necessariae, mandat, iubet et præcipit idem reverendissimus dominus noster omnibus et singulis curatis et vicariis suæ diocesis, qui dictas endas non habent, ut de illis infra quindecim dies sibi provideant et penes se infallenter habeant, ut alias præceptum fuit.

[3] Item quod nullus curatorum sive vicariorum prædictorum audeat vel præsumat recipere sive admittere aliquas absolutiones, relationes aut suspensiones, nisi fuerint debite signatae et sigillatae, continentes voluntatem creditoris vel aliquam causam iustam, signo manuali vel sigillo secreto prælibati reverendissimi domini nostri episcopi seu vicarii vel officialis corroboratas et eis præsentatas infra terminum in eisdem comprehensum. Et quoties dabunt executioni citationes et quasvis alias litteras, ponant in executione huiusmodi hoc modo, videlicet : Executatum est in tali loco, per me talem curatum sive vicarium talis loci etc.<sup>3</sup>

[4] Item memoratus reverendissimus dominus noster præcipit, iubet et mandat vobis, quibus supra, quatenus in singulis mensibus totius anni denuntietis excommunicatos omnes et singulos turbatores et impeditores iurisdictionem ordinariam et spiritualement ipsius, veluti executionem suarum litterarum et officiariorum suorum.

[5] Item inhibetur ipsis curatis et vicariis, qui acceperunt et accipient sacras unctiones, ne illas aliis curatis seu vicariis communicent aut distribuunt, sed habere volentes ad ecclesiam lausannensem ad eos, qui illas ministrant, recepturi accedant ; ne abusus forte, quod absit, in eis fiat<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> La même prescription avait été donnée par G. de Saluces fol. 2<sup>rv</sup> (édition de 1494, que nous citerons toujours). Cet article n'est donc pas nouveau.

<sup>2</sup> L'expression inusitée « endæ » a été soulignée et annotée par S. Werro : « manuale vel liber ad baptizandum etc. » Sur l'origine de ce mot ( forme latinisée du mot romand « aynde » qui lui-même vient du latin « agenda »), voir maintenant J. JEANJAQUET, *Le livre liturgique des ayndes dans le diocèse de Lausanne*, dans *Romanica helvetica* 20 (1943) 364-377. Quant à l'emploi de l'expression « agenda » dans les livres liturgiques, l'article, d'ailleurs définitif de M. Jeanjaquet, pourrait être complété par l'ouvrage de AD. FRANZ, *Die kirchlichen Benediktionen im Mittelalter*, Freiburg i. Br. 1909.

<sup>3</sup> Cf. G. de Saluces, fol. 34<sup>rv</sup>, 37<sup>v</sup>.

<sup>4</sup> La distribution des saintes huiles se faisait normalement au synode. Cf. G. de Saluces, fol. 38<sup>r</sup>. On y recommande également (fol. 4<sup>r</sup>) de les conserver soigneusement afin d'éviter leur vol sacrilège : « Sacrum etiam crisma cum oleo benedicto debet sub diligenti custodia clavis custodiri. . . Illi vero qui in die Jovis sancta vel alias ad ecclesiam cathedralem transeunt pro sacro crismate et oleo benedicto habendum (!) ecclesiasticæ personæ esse debent. Et illa (!) munde et honeste deferri (!) debent res tam sacras. Et bene advertant, ut sciant veraciter discernere, ubi crisma vel oleum fuerit appositum, ne in aliquo sacramentorum



[6] Item et quod quilibet curatus vel vicarius dictæ lausannensis diœcesis teneat et debeat in suis registris excommunicatorum<sup>1</sup> registrare et annotare cum aliis excommunicatis suæ parochiæ quascumque personas excommunicatas ob non perhibitionem suorum testimoniorum, ne contingat causas, quibus testes produntur, in damnum et iacturam partium inutiles prothelari<sup>2</sup>.

[7] Item quod quilibet curatorum vel vicariorum prædictorum curam animarum habens teneat et debeat dare in scriptis procuratoribus fiscalibus mensæ episcopalis lausannensis nomina et cognomina suorum parochianorum, qui excommunicati remanserunt in ultimo Paschate et aliis, si sint, infra quindecim dies proxime futuros<sup>3</sup>.

[8] Item tenentur et debeant dicti curati sive vicarii revelare reverendissimo domino nostro episcopo seu eius vicario vel officiali omnes concubenarios utriusque sexus publicos suæ parochiæ ante discessum ipsorum, qui præsentés sunt et absentes, infra Penthecostes festum.

[9] Item præcipit eisdem omnibus et singulis parochialium ecclesiarum rectoribus et eorum vicariis, quatenus auctoritate præfati reverendissimi domini nostri episcopi lausannensis inhibeant sub excommunicationis pœna omnibus mulieribus sibi subditis pueros parvulos habentibus, ne

huiusmodi ipsis abutatur. In via autem et in hospitiiis multum caute sit servanda. » Des personnes superstitieuses attribuaient une efficacité magique aux saintes huiles et à l'eau baptismale qui leur était mélangée. Selon la Pratique de l'inquisition de Bernard de la Guyonne (vers 1330), les inquisiteurs demandaient aux sorcières si elles avaient volé du saint chrême ou de l'huile sainte. La formule d'abjuration contient ce passage : « ... item (abnuo) quodcumque sortilegium seu maleficium factum aut fiendum... cum crismate vel oleo sancto seu benedicto » (cité, d'après ZEPF, dans E. HOFFMANN-KRAYER, H. BÄCHTOLD-STÄUBLI, *Handwörterbuch des deutschen Aberglaubens*, Bd. 6 [Berlin-Leipzig 1934] 1243). De leur côté, les constitutions synodales de Besançon de 1575 prescrivent, au fol. 123<sup>r</sup> : « ... nec permittat sacerdos postquam sacrum chrisma admiscuerit, de aqua quenquam accipere, quia multa sortilegia et maleficia ex diabolica suggestionē fieri et procurari cum aqua huiusmodi docuit experientia ».

<sup>1</sup> Selon les constitutions de G. de Saluces fol. 37<sup>v</sup>, les noms des excommuniés étaient publiés, les dimanches et les jours de fête, à la grand'messe, après l'offertoire.

<sup>2</sup> Les constitutions de G. de Saluces, fol. 37<sup>v</sup>, frappent d'excommunication ceux qui empêchent la sentence du juge ecclésiastique : « Ocatavo, omnes illi qui iudicium seu cuiuscumque iudicis ecclesiastici delegati vel ordinarii impediunt. »

<sup>3</sup> On peut comparer cet article avec l'ordre donné par G. de Saluces (fol. 6<sup>v</sup>) de dénoncer ceux qui ont négligé la communion pascalle : « Porro sacerdotes et ecclesiarum parrochialium rectores parrochianos suos... moneant et inducant, ut in die Paschæ ad minus communicent ipsis prius debite confessis. Quod si parrochiani huiusmodi in ætate constituti facere neglexerint aut contempserint prout in nonnullis partibus diœcesis nostræ accipimus faciunt, nomina et cognomina illorum procuratoribus nostris fiscalibus infra octavas Paschæ seu in synodo, si celebratur, aut alias infra primam dominicam post Quasi modo geniti in scriptis apportent vel mittant infallenter. »

ipsos secum in lecto dormire permittant ante tempus statutum propter scandala, quæ ob hoc sæpius eveniant <sup>1</sup>.

[10] Item præcipitur et mandatur quibus supra, ne quis ipsorum præsumat admittere in susceptione puerorum baptizandorum quemquam ultra numerum eorum a iure statutum sub pœnis excommunicationis et iuris, nisi eisdem super hoc fuerit data facultas et potestas sive licentia <sup>2</sup>.

[11] Item, quia multa pericula et scandala ad causam puerorum baptizandorum et patrinorum suorum dietim inveniuntur in causis matrimonialibus, quæ ad hanc sedem episcopalem devolvuntur, ut illis de cetero obvietur, iniungit vobis universis et singulis iuratis et vicariis præsentibus et absentibus curam animarum habentibus, quod de cetero debeatis et quilibet vestrum debeat et teneat registrare in aliquo libro ad partem videlicet omnes et singulos utriusque sexus pueros per vos baptizandos nominaque et cognomina patrinorum et matrinarum ipsorum baptizandorum in dicto libro diesque et annum describere et annotare et hoc sub pœna excommunicationis prædicta <sup>3</sup>.

[12] Item quod quilibet curatus sive vicarius et quicumque executores litterarum eiusdem reverendissimi domini nostri et suorum officiariorum diem et annum tam super ipsis litteris quam transcriptis equidem apponere debent nec diem executionis mutant vel postponant nisi de consensu partis instantis sive ad hoc potestatem habeant specialem <sup>4</sup>.

[13] Item præcipit eisdem curatis et vicariis, quatenus habeant, religiosos conventus sanctæ Catharinæ de Loreto benigne recipere et mite tractare nec alios similis ordinis absque licentia seu mandato præfati domini nostri lausannensis episcopi seu eius vicarii aut officialis <sup>5</sup>.

<sup>1</sup> La même prescription se trouve, avec quelques nuances, dans les constitutions de G. de Saluces, fol. 4<sup>v</sup> : « ... iniungant etiam ipsi sacerdotes in virtute sanctæ obedientiæ et præcipue paternis et maternis, ut dicant patri et matri, quatenus talem infantem baptizatum in lectis suis dormiendo non reponant, sub pœna excommunicationis ipso facto incurrendæ ». Les statuts de Besançon de 1609 (*Statuta seu decreta synodalia Bisuntinæ diœcesis publicata ab anno 1480 ad annum 1707. Authoriæ ... D. Francisci Josephi de Grammont ...* Veson-tione MDCCVII p. 157 s.) précisent : « ... ne ... secum in lecto dictos infantes teneant ante annum ; sic enim evitabuntur scandala, quæ quotidie in infantium suffocatione oriri... audimus et cernimus ».

<sup>2</sup> G. de Saluces se plaint déjà du grand nombre de parrains et de marraines. Il punit d'excommunication ceux qui s'approchent, au moment du baptême, pour mettre la main sur l'enfant sans en avoir le droit. Deux, au plus trois parrains sont tolérés au baptême, un seul à la confirmation (fol. 3<sup>v</sup>). Quiconque en admet plus de trois est puni d'une amende de 25 sols lausannais (fol. 4<sup>rv</sup>).

<sup>3</sup> L'obligation de tenir des registres de baptêmes est nouvelle. Le concile de Trente insistera, comme on le sait, sur le même point.

<sup>4</sup> Cf. G. de Saluces, fol. 34<sup>v</sup>.

<sup>5</sup> Aymon de Montfalcon avait fondé en 1497 un couvent de Carmes près de la chapelle de Sainte-Catherine dans le Jorat, sur l'emplacement d'un ancien hospice désert. La ville de Lausanne, se croyant lésée dans ses droits, protesta contre une donation faite par l'évêque au nouvel établissement. Le différend fut



[14] Item præcipitur et mandatur omnibus et singulis curatis seu vicariis, quatenus habeant, revelare omnes et singulas utriusque sexus personas parochiarum suarum, quæ <sup>1</sup> recusant et contemnunt colere festa, et nomina earum in scriptis dominis procuratoribus fiscalibus dare <sup>2</sup>.

[15] Item, quod intellexit memoratus reverendissimus dominus noster nonnullos, habentes onus parochialium ecclesiarum, in suis ecclesiis et parochiis publicasse miraculose baptizatos fuisse aliquos pueros delatos ad ecclesiam beatæ Mariæ de Tours, de Butiro et alibi absque debita approbatione eiusdem reverendissimi domini nostri seu eius vicarii, ipsis inhibet, ne de cetero tales abusus fiant, cum de hiis cognitio ad ipsum reverendissimum dominum nostrum seu eius vicarium vel officialem et non alteri spectet et pertineat <sup>3</sup>.

[16] Item inhibetur sub pœna prædicta, ne quis vestrum in sua parochiali ecclesia anniversaria pro defunctis diebus dominicis facere præsumat prout alias inhibendum exstitit et statutum <sup>4</sup>.

terminé par l'accord du 4 août 1512. Le couvent fut toujours aux prises avec des difficultés financières. Cf. M. REYMOND, art. *Sainte-Catherine*, dans le *Dictionnaire historique du canton de Vaud*, T. 2, (1921) 579 s. Sébastien assista à une nouvelle donation d'Aymon, son oncle, le 12 mars 1516/7. Cf. M. REYMOND, *Les dignitaires de l'église de Notre-Dame de Lausanne* 393.

<sup>1</sup> Le texte original a « qui ».

<sup>2</sup> G. de Saluces avait fixé à nouveau les jours des fêtes chômées (fol. 35<sup>rv</sup>). Il y en avait 60, non compris les fêtes qui tombent sur un dimanche. La sanction prévue par l'article 14 est nouvelle. La liste des fêtes est donnée également dans le missel lausannais de 1522.

<sup>3</sup> S. Werro ajoute ici la note marginale : « De abortivis », et au recto du dernier feuillet : « Abortivi miraculosi baptizati in Appendice. » Les statuts de Besançon de 1575 contiennent, au feuillet 121<sup>v</sup>, le meilleur commentaire de cet article : « In plerisque locis nostræ Dioecesis (ut accepimus) sacerdotes quidam male docti baptizare præsumunt infantes mortuos ab utero matris : quos quædam vetulæ mulieres ebriosæ et modicæ conscientiæ, in ecclesiis per duos, tres, vel plures dies observant, et postea testificantur signa vitæ in eis apparuisse, et post hæc in loco religioso et sacro sepeliunt : cum præmissa (si vera essent) miraculosa deberent merito dici. Ad quorum approbationem maior indagatio et verificatio requiritur, quam sit testimonium vetularum. Cum igitur cum fidelibus nisi fideles sepeliantur, ideo ne talia de cætero fiant, sine nostra, aut vicarii nostri generalis, seu officialis licentia, omnino prohibemus. » Les constitutions de G. de Saluces (fol. 16<sup>v</sup> sq.) refusent d'une manière générale la sépulture ecclésiastique aux enfants dont le baptême est douteux. — L'église de Notre-Dame de Tours est l'église-mère de la paroisse de Montagny (Ct. de Fribourg). Elle était un lieu de pèlerinage si fréquenté que, au XV<sup>e</sup> siècle, le gouvernement envoyait des huissiers pour y maintenir l'ordre. Le droit de collation appartenait à l'évêque de Lausanne. Les chanoines remplissaient, par eux-mêmes ou par d'autres ecclésiastiques, l'office de curé. Cf. A. DELLION, *Dictionnaire hist. et stat. des paroisses du Ct. de Fribourg*, T. 8 (1896) 417 s. Nous n'avons pu identifier l'église de Notre-Dame « de butiro ».

<sup>4</sup> Ni les constitutions de G. de Saluces, ni les rubriques du missel de Sébastien de Montfalcon imprimé en 1522, ni le rituel lausannais de 1508/10 ne mentionnent cette défense.

[17] Item inhibetur, ne quis sacerdotum curam animarum habens præsumat officium suum dicere nisi ad usum lausannensem, nisi cum eo super hoc debite fuerit dispensatum, et quod singuli habeant dictas constitutiones synodales ut alias et breviaria ad ipsum usum lausannensem <sup>1</sup>.

[18] Item monentur sub pœna prædicta omnes et singuli, qui receperunt legem sigilli absolutionum et relaxationum, et illi, qui illas pecunias alteri quam domino sigillifero dederunt, ut ipsas infra quindecim dies proximos sub pœna prædicta restituant et, cui solverint, memorato reverendissimo domino nostro seu eius vicario revelent; et ne de cetero tales pecunias recipere audeant seu præsumant, illis ut supra inhibetur sub pœna prædicta.

[19] Item inhibetur vobis omnibus et singulis prædictis sub prædicta pœna excommunicationis, periurii <sup>2</sup> et carceris per unum mensem, si quis comperiat in contrarium fecisse, ne quis vestrum præsumat recipere litteras excommunicatorias, absolutorias sive suspensionum quascumque contra quosvis presbyteros, nobiles, notarios, clericos ac iuratos curiæ lausannensis et aliarum curiarum et decanatum ruralium eiusdem curiæ subditarum, nisi in eisdem litteris fiat expresse mentio de presbyteratu, nobilitate, clericatura et iura curiarum prædictarum.

[20] Ulterius inhibetur auctoritate reverendissimi domini nostri lausannensis prædicti, ne quis vestrum sub prædicta excommunicationis pœna ab hac civitate recedat donec solutis personagio, cathedratico, admissione et non residentia debitis et solitis <sup>3</sup> sub prædicta excommunicationis pœna <sup>4</sup>.

[21] Item sub prædicta pœna inhibetur, ne quis vestrum præsumat *assum* pro vocato sive vocando in præsentiarum <sup>5</sup>, nisi prius fuerit per dominum admissus aut habeat ad hoc speciale mandatum. Et assignantur respondentes *assum* pro eo ad horam primam post meridiem in aula palatii episcopalis ut solitum est.

[22] Item præcipit et mandat vobis omnibus et singulis sub prædicta excommunicationis pœna latæ sententiæ, ut quotiescumque litteræ reverendissimi domini nostri et suorum officiariorum vobis exsequendæ præsentabuntur, debitæ executioni mandetis et sine mora, non obstantibus quibuscumque constitutionibus et defensionibus et prohibitionibus per temporales dominos sive eorum officarios villasque et oppida et communitates

<sup>1</sup> Sur l'ordre réitéré d'avoir des livres liturgiques lausannais, cf. M. BESSON, *L'Eglise et l'imprimerie dans les diocèses de Lausanne et Genève jusqu'en 1525*, 1<sup>er</sup> vol. p. 76 sq.

<sup>2</sup> Selon les constitutions de G. de Saluces, fol. 12<sup>r</sup>, le parjure publique était un péché réservé.

<sup>3</sup> La ponctuation de ce texte est la nôtre. Nous la donnons comme la plus probable.

<sup>4</sup> Les constitutions de G. de Saluces, fol. 2<sup>v</sup>, prescrivent l'assistance au synode jusqu'à sa clôture, sous la même peine d'excommunication. L'ordre de payer les divers droits est nouveau; mais c'était un usage répandu.

<sup>5</sup> « In præsentiarum », c'est-à-dire en attendant.

et personas diœcesis lausannensis forsan contra æquitatem et iuris dispositionem in enervationem, vilipendium et iacturam iurisdictionis spiritualis memorati reverendissimi domini nostri factis et innovatis ac etiam quibuscumque indultis et largitionibus alicui particulari contra præmissa per eundem reverendissimum dominum nostrum seu eius generalem vicarium forsan concessis, quibus per præsentés derogat, cassat et annullat, non obstantibus <sup>1</sup>.

[23] Item quod festa secundæ et tertię feriarum Paschæ et Pentecostes sicut primus dies dominicus colantur ; nec aliquis presbyter ecclesiasticus sive sæcularis abutatur licentia aut privilegio in favorem pauperum et religiosorum mendicantium concessis. De ceteris festivitâtibus ab ecclesia inditis et præceptis similiter intelligitur, licet aliquando carrucæ excipiantur, quæ pro piis operibus dumtaxat permittuntur laborare. Et præcipit reverendissimus dominus noster, quod abinde indigentes ecclesiarum rectoribus licentiam petant et obtineant ; alias contrariantes revelent eidem reverendissimo domino nostro vel procuratori suo fiscali <sup>2</sup>.

[24] Item denuntiantur excommunicati omnes et singuli viri ecclesiastici memorati reverendissimi, domini nostri subditi alias super hiis moniti, qui noverunt, sciverunt et intellexerunt tacite, expresse sive occulte turbatores, violatores et impeditores ecclesiasticæ libertatis et iurisdictionis veluti impedièntes executionem mandatorum apostolicorum et episcoporum suorum ordinariorum ac eorum fautores, consilium et auxilium præbentes eisdem et huiusmodi turbatores et violatores, tam a iure quam per summos pontifices per bullam, quæ legitur die Cenæ domini, quam etiam per brevía et litteras apostolicas alias hic et alibi publicatas et executas, excommunicatos et interdictos et non revelantes merito reverendissimo domino nostro sive officiariis suis, immo quod deterius est, eis sacramenta ecclesiastica ministrarunt, non obstante inhibitione sub excommunicationis et aliis iuris pœnis eisdem alias reiteratis vicibus per prædecessores suos et eundem sive eius officiarios facta, a qua quidem excommunicatione non possunt absolvi nisi per sedem apostolicam aut eundem reverendissimum dominum nostrum nisi in mortis articulo.

Sebastianus de Monte Falcone, miseratione divina episcopus lausannensis et princeps, visis per nos et diligenter inspectis matureque consideratis et editis statutis et constitutionibus synodalibus præscriptis additionibusque et declarationibus eisdem tam per bonæ memoriæ reverendissimos in Christo patres et dominos, dominos lausannenses præsules prædecessores nostros quam nos factis, ipsas et omnia et singula in eis contenta et descripta ratas et rata habentes, auctoritate nostra maturaque consilii nostri deliberatione præhabita confirmamus, corroboramus, ratificamus

<sup>1</sup> Les constitutions de G. de Saluces insistaient déjà sur l'exécution immédiate des prescriptions qu'elles contiennent (fol. 34<sup>v</sup>). L'adjonction « non obstantibus etc. » est nouvelle.

<sup>2</sup> Les constitutions de G. de Saluces (fol. 35<sup>v</sup>) étaient moins sévères, puisqu'elles permettent le voiturage (« carrucæ ») le mardi de Pâques et de Pentecôte.

et approbamus in eisdem consentientes, universis propterea et singulis parrochialium ecclesiarum nostræ diœcesis rectoribus seu loca tenentibus eorumden districte sub pœnis et censuris in eisdem contentis expresse mandantes, quatenus easdem, prout in illis cavetur, inviolabiliter observent et penitus observare habeant, misericordia tamen nostra et successorum nostrorum in omnibus semper salva etc. In quorum omnium et singulorum fidem, robur, testimonium præmissorum nos Sebastianus episcopus et princeps præfatus præsentis constitutiones, sicut præfertur, per nos confirmatas, corroboratas et approbatas sigillis cameræ nostræ curiæque officialatus nostri lausannensis signoque dilecti fidelis secretarii nostri subsignati egregii Francisci Billiard, civis nostri lausannensis, iussimus et fecimus appensione communiri. Datum Lausannæ, die vero xiiii. mensis Aprilis, anno domini millesimo quingentesimo vigesimo tertio, ab annuntiatione dominica sumpto <sup>1</sup>.

Excussum Gebennæ in officina Vuygandi Koln, natum (!) ex Francia orientali, expensis honesti viri Gabrielis Pomardi, anno ab incarnatione salvatoris nostri M. D. XXIII. die xi. Aprilis <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Note de S. Werro : « Perlegi 17. Augusti 1595. »

<sup>2</sup> Note de S. Werro : « Metropolis est ecclesia Bisuntina./cap. 22. et 50./Decanatus rurales in appendice et cap. 45. qualis forte erat Bulensis./Citationes per parochos ad eorum (?) placitum cap. 44. 54./Les chiffres correspondent à la numérotation faite par S. Werro.